

BARK TAE-HO

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Nikolaus Lang, directeur général et associé principal, Global Leader for the Global Advantage Practice Area de Boston Consulting Group

Je vais maintenant passer la parole à Tae-ho. Merci beaucoup d'être venu de Séoul pour partager avec nous votre point de vue sur le commerce. Vous avez été très impliqué dans les négociations commerciales mondiales, tant sur le plan des incitations que sur celui de la protection. Vous avez été, comme je l'ai dit, ministre du Commerce en Corée et vous avez un regard très intéressant sur les futurs régimes commerciaux.

C'est à vous.

Bark Tae-ho, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de Corée

Je voudrais tout d'abord me joindre aux autres participants pour remercier l'organisateur et les sponsors de m'avoir invité à cette prestigieuse WPC 2023 à Abou Dhabi. Cet après-midi, j'aimerais vous faire part de quelques-unes de mes réflexions sur l'évolution de l'environnement commercial mondial.

Comme nous le savons tous très bien, l'environnement commercial mondial a subi une transformation sans précédent. En tant qu'économiste commercial de formation, je pense que le changement le plus fondamental est la prévalence accrue d'opinions négatives à l'égard du libre-échange et de la mondialisation dans la population. Il existe en effet un sentiment largement répandu selon lequel les industries et les travailleurs nationaux ont souffert des investissements à l'étranger des entreprises nationales et des importations excessives, entraînant des pertes d'emplois et une inégalité croissante des revenus. En d'autres termes, les avantages de la mondialisation et du libre-échange sont répartis de manière inégale, ce qui a des répercussions négatives sur les personnes à faibles revenus.

Les politiciens ont stratégiquement encouragé ces sentiments négatifs à l'égard de la mondialisation et du libre-échange afin de tirer parti de l'état psychologique des électeurs à faibles revenus, principalement composés de travailleurs, et ce à des fins électoralistes. Cela a conduit à des politiques protectionnistes dans nombre de pays qui donnent la priorité à la production nationale par rapport aux investissements à l'étranger des entreprises et aux importations.

La rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine est un autre facteur essentiel qui influe sur l'environnement commercial mondial. À la suite de l'imposition de droits de douane supplémentaires sur les importations en provenance de Chine par l'ancien Président Trump, les différends entre les États-Unis et la Chine ont eu pour conséquence de faire entrer les domaines économique et technologique dans le champ de la sécurité nationale. Les États-Unis considèrent l'acier et l'aluminium comme des éléments cruciaux pour leur sécurité nationale et s'emploient activement à asseoir leur position dominante dans des secteurs

technologiques stratégiquement avancés tels que les semi-conducteurs, les véhicules électriques et les batteries de véhicules électriques, l'intelligence artificielle, etc.

Par ailleurs, les entreprises internationales ont été confrontées à de véritables défis découlant de la pandémie de Covid-19 et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et ont pris conscience de la nécessité impérieuse de restructurer leurs chaînes d'approvisionnement. La guerre, en particulier, a entraîné une hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des minéraux critiques, ainsi que diverses sanctions économiques à l'encontre de la Russie, ce qui a eu pour effet de perturber la chaîne d'approvisionnement.

En outre, les principaux pays promeuvent activement des initiatives liées à divers objectifs sociaux et environnementaux, notamment l'amélioration des droits du travail et des droits humains, la réduction des émissions de carbone et la protection de l'environnement.

Permettez-moi de donner quelques exemples de mesures politiques prises par les principaux pays. Les États-Unis ont adopté le Chips and Science Act, qui alloue 52 milliards de dollars de subventions au secteur des semi-conducteurs. L'UE a pour sa part adopté le European Chips Act, qui prévoit des subventions substantielles visant à accroître la part de marché mondiale de ses semi-conducteurs.

Il est important de souligner que les pays, qui critiquaient auparavant la Chine pour l'octroi d'importantes subventions publiques à des secteurs spécifiques, offrent désormais eux-mêmes des subventions industrielles pour promouvoir leurs industries nationales. Cela signifie que la relance des politiques industrielles déclenchera des activités commerciales déloyales entre les principaux pays.

Bien entendu, la Chine continue à octroyer des subventions publiques aux secteurs clés des technologies de pointe, notamment les semi-conducteurs, les véhicules électriques, les batteries de véhicules électriques et l'intelligence artificielle.

Les États-Unis restreignent les exportations de semi-conducteurs et d'équipements de semi-conducteurs vers la Chine. Les États-Unis ont également adopté l'Inflation Reduction Act (IRA), qui comporte des dispositions discriminatoires à l'égard des véhicules électriques assemblés hors d'Amérique du Nord et des véhicules électriques équipés de batteries fabriquées à partir de pièces ou de minéraux provenant de « pays étrangers préoccupants ». En outre, les États-Unis contrôlent étroitement les investissements des entreprises étrangères aux États-Unis et filtrent les investissements à l'étranger des entreprises américaines.

Dans le même temps, les grandes nations du monde ont plaidé en faveur de politiques visant à établir des chaînes d'approvisionnement stables pour les matières premières critiques. Ces politiques ont pour objet de réduire le risque associé à une dépendance excessive à l'égard de quelques pays spécifiques pour l'approvisionnement en matières premières critiques. Par exemple, les États-Unis cherchent à créer un « club des minéraux critiques » avec l'UE par l'intermédiaire du Conseil du commerce et des technologies (CCT) et un autre club avec les États membres de l'IPAF. L'UE a également adopté le Critical Raw Materials Act (CRMA) qui prévoit de limiter à 65 % sa dépendance à l'égard d'un seul pays pour ce qui est des matières premières critiques.

Comme nous pouvons le constater, les principaux pays ont recours à des subventions et à des mesures commerciales et d'investissement pour atteindre leurs objectifs nationaux dans divers domaines, notamment la sécurité nationale, l'économie, la technologie, la société, etc.

Toutefois, certaines de ces mesures peuvent violer les normes commerciales multilatérales de l'OMC, telles que l'accord sur les subventions et les principes du traitement de la nation la

plus favorisée (NPF) et du traitement national (TN). Certaines mesures contenues dans l'IRA sont une bonne illustration de ces violations.

Cependant, la gouvernance du commerce mondial, en particulier le système commercial multilatéral de l'OMC, ne traite pas efficacement ces questions. Comme nous le savons tous, le système de règlement des différends de l'OMC est paralysé car il n'y a plus de juges à l'organe d'appel depuis fin 2019 et le processus de nomination des juges de l'organe d'appel s'est soldé par un échec.

Ainsi, même si un membre de l'OMC remporte un différend dans le cadre de l'enquête du groupe spécial, les résultats juridiques définitifs resteront en suspens jusqu'à ce que l'organe d'appel, qui ne compte pas de juges à l'heure actuelle, puisse rendre une décision. Il serait donc vain d'accuser un membre de violer les normes et les principes de l'OMC pour le moment.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans un monde où les principales nations adoptent diverses politiques unilatérales centrées sur leur agenda politique national afin d'atteindre des objectifs économiques et non économiques. Les conséquences négatives de ces actions unilatérales sur le commerce mondial iront en s'amplifiant. Si cette tendance se poursuit, l'ordre commercial mondial restera fragmenté, aggravant les incertitudes qui pèsent sur l'environnement commercial mondial.

Dans ces conditions, il sera pratiquement impossible pour les membres de l'OMC de discuter ensemble des questions sensibles. Toutefois, ne rien faire ne serait pas non plus une option souhaitable. Il convient de noter que l'OMC autorise les États membres à recourir à des actions unilatérales si une mise en œuvre équitable et non discriminatoire est garantie.

Dans ce contexte, il est crucial que les pays ayant des intérêts et des positions similaires se réunissent et s'engagent dans des discussions transparentes et impartiales sur diverses questions, notamment les nouvelles règles commerciales. S'ils parviennent à un consensus, les membres participants devraient commencer à mettre en œuvre l'accord. Bien entendu, cet accord devrait être ouvert aux pays non participants désireux d'y adhérer ultérieurement.

De nombreux experts commerciaux considèrent les accords plurilatéraux ouverts (APO) conclus entre des États membres partageant les mêmes positions comme la deuxième meilleure option pour traiter les questions importantes au sein de l'OMC lorsqu'il est impossible de parvenir à un consensus entre tous les membres de l'OMC. Ils estiment que les APO peuvent servir de complément au système de l'OMC et qu'ils pourraient à terme être multilatéralisés.

En conclusion, je tiens à souligner que des efforts sérieux de la part des principales nations commerçantes sont nécessaires de toute urgence pour répondre à cette situation de crise et atténuer les incertitudes pesant sur l'environnement commercial mondial. Merci beaucoup.

Nikolaus Lang

Merci, Tae-ho. Vous avez parlé de l'environnement de crise et je pense effectivement que le fait que l'OMC ne soit plus active a créé un vide, que nous observons également dans un monde multipolaire où les institutions clés qui pilotaient l'économie mondiale se sont massivement affaiblies.

Bark Tae-ho

Oui.

